



HAL
open science

Lorsque le “ bastion ” devient le centre. Ivry “ capitale ” du PCF et de sa banlieue rouge

Emmanuel Bellanger

► **To cite this version:**

Emmanuel Bellanger. Lorsque le “ bastion ” devient le centre. Ivry “ capitale ” du PCF et de sa banlieue rouge. L’Ancrage politique, 2022. halshs-03748641

HAL Id: halshs-03748641

<https://shs.hal.science/halshs-03748641>

Submitted on 9 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

POUR CITER :

Emmanuel Bellanger, « Lorsque le bastion devient le centre : Ivry « capitale » du PCF et de sa banlieue rouge », *in* Jean-Louis BRIQUET et Laurent GODMER (dir.), *L’Ancrage politique*, Villeneuve d’Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2022, p. 179-198.

Chapitre 8

Lorsque le « bastion » devient le centre. Ivry « capitale » du PCF et de sa banlieue rouge

Emmanuel BELLANGER

Le fil conducteur de ce chapitre vise à caractériser et déconstruire l’image du bastion en banlieue rouge en scrutant les fondements du gouvernement municipal et de la militance communiste qui l’anime¹. La ville rouge, modèle emblématique d’une forme d’enracinement partisan d’essence révolutionnaire, repose sur un socle de pratiques qui transgressent les dogmes idéologiques en les accommodant aux principes de réalité. Depuis les années 1920 et son intégration dans le paysage politique du Grand Paris, le monde des mairies communistes forme un espace de contestation de l’ordre établi, de sociabilité, de mobilisation et d’enracinement politique. Pour inscrire leur action dans la durée, les élus communistes doivent, dès leur conquête du pouvoir municipal, à partir des élections de 1925, composer avec un environnement institutionnel hostile et un système de gouvernement qui les « naturalisent » et les transforment en notable. L’administration de la ville rouge devient dès lors un lieu de compromission entre, d’un côté, l’obligation de respecter les injonctions d’un parti centralisé et, de l’autre, l’exercice du pouvoir édilitaire qui impose à des militants communistes devenus maires, le respect d’une autre légalité, celle de l’État, tuteur des communes.

Une figure historique a singulièrement marqué l’implantation communale du Parti communiste français (PCF) et l’expérimentation du communisme municipal dont l’histoire continue d’imprégner l’imaginaire et d’interpeller, à chaque élection locale, les observateurs de la scène politique. Cette figure a pour nom Georges Marrane, ouvrier de

¹ Cette contribution s’appuie sur l’introduction et la conclusion du manuscrit inédit de notre habilitation à diriger des recherches, intitulée *Ivry « capitale du communisme français » : sociabilité populaire, gouvernement urbain et modèle politique* (Bellanger, 2017).

métier élu maire d'Ivry-sur-Seine de 1925 à 1939 puis de la Libération à 1965. Précurseur, théoricien et praticien du communisme municipal, cet édile s'est érigé en modèle pour les maires de sa génération et les dirigeants de son parti, soucieux de valoriser l'image d'un communisme bâtisseur « au service des masses laborieuses »². En suivant la trajectoire politique de Georges Marrane, ce chapitre met en perspective l'histoire de l'administration communale, de ses enjeux pour un parti révolutionnaire et des formes prises par la personification du pouvoir local dans le monde communiste. La trajectoire de cet édile dessine les fondements du bastion rouge dont l'incarnation entretient des similitudes avec d'autres villes d'enracinement partisan, mais s'en distingue aussi en raison de l'affiliation du Parti communiste, section française de l'Internationale communiste (SFIC), à l'Union soviétique, au communisme international et à l'idéologie ouvriériste. Ivry-sur-Seine est enfin le lieu d'observation d'un laboratoire municipal où s'expérimente le renversement du stigmat territorial et social, celui d'une ville ouvrière et banlieusarde devenue une véritable capitale politique.

Ivry, ville historique de la banlieue rouge

Cité industrielle, banlieusarde et populaire, Ivry est devenue au cours du XX^e siècle la « capitale du communisme français » (Bellanger, 2017). Cette commune peut se prévaloir d'une aura symbolique. Son histoire se confond avec l'expérience de la banlieue rouge qui a signé de son empreinte, pendant près d'un siècle, le paysage politique de l'agglomération parisienne. Dès le milieu des années 1920, Ivry s'érige en cité phare du communisme urbain. Cette ville-champignon, dont la population a été multipliée par cinq en un demi-siècle, s'élève en modèle de sociabilité militante, d'opposition au régime capitaliste et de contestation de « l'État bourgeois réactionnaire »³.

À Ivry, dans l'imaginaire collectif, le 10 mai 1925 est longtemps resté une date fondatrice. Ce jour, la ville a été conquise par le jeune Parti communiste, Section française de l'Internationale communiste (SFIC), né en 1920 de l'éclatement de la « vieille maison socialiste » (Ducoulombier, 2010). Depuis 1925, Ivry n'a pas connu d'alternance à l'exception notoire des « années noires » de la Deuxième Guerre mondiale et de l'Occupation, durant lesquelles le PCF, ses militants, ses élus sont exclus du champ politique et réprimés, dès l'automne 1939, pour ne pas avoir désavoué le pacte germano-soviétique liant Staline à Hitler.

Au cours du XX^e siècle, l'enracinement du vote populaire a fait d'Ivry une municipalité historique de la banlieue rouge (fig. 1), terreau d'une ferveur militante. Pour ses

² Jacques Duclos, *Les municipalités au service des masses laborieuses*, Rapport du XIV^e congrès du Havre (18-21 juillet 1956).

³ *Le jeu de la réaction ?*, Publication de la région parisienne du Parti communiste SFIC, Bureau d'éditions, 1932.

adversaires anticomunistes, cette ville révolutionnaire nourrit les critiques et les peurs, celles d'une sécession des territoires communistes (Cœuré, 2004). Dans les conseils municipaux, leurs mandataires, d'extraction populaire et ouvrière, sont d'abord jugés illégitimes par les autorités préfectorales qui s'efforcent de contenir leur influence. L'action publique des élus des villes rouges concurrence celle des notables républicains et des missionnaires religieux qui s'évertuent, au lendemain de la Grande Guerre, à évangéliser les quartiers populaires. Le Père Lhande, auteur dans les années 1930 d'un livre à succès *Le Christ dans la banlieue*, est de ses religieux de l'entre-deux-guerres qui s'inquiète, face au péril rouge, des conséquences morales, sociales et politiques de la déchristianisation qui ont fait le lit de la montée en puissance du communisme ; dans son enquête sur la vie religieuse en milieu ouvrier, le Père Lhande compare ainsi Ivry à un « paradis de Moscou » (Lhande, 1927-1931, p. 79-80).

Fig. 1. Le vote ivryen aux élections municipales en faveur de la liste conduite par un maire communiste de 1925 à 2020

| <i>Année des élections municipales</i> | 1925 | 1929 | 1935 | 1945 | 1947 | 1953 | 1959 | 1965 | 1971 | 1977 |
|----------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | * | * | ★ * | ★ | ★ * | ★ * | ★ * | ★ | ★ | ★ |
| % des exprimés | 52,3 | 50,3 | 51,5 | 68,2 | 56,1 | 61,1 | 69,8 | 79,5 | 77,4 | 100 |
| % des inscrits | 51,1 | 42,1 | 43,1 | 48,6 | 42,7 | 46,9 | 50,1 | 60,7 | 49,5 | 62,3 |

| <i>Année des élections municipales</i> | 1983 | 1989 | 1995 | 2001 | 2008 | 2014 | 2020 |
|----------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| | ★ | ★ | | | ★ | * | * |
| % des exprimés | 77,3 | 78,6 | 48,3 | 51,4 | 64,7 | 55,1 | 65,5 |
| % des inscrits | 59,6 | 44,5 | 25,9 | 25,9 | 31,1 | 24,6 | 19,4 |

Ce tableau sur la participation électorale met en évidence la domination du communisme municipal sur la vie politique locale. Il révèle également, à partir de la fin des années 1980, l'effondrement de la

participation électorale qui met en évidence la fin de l'hégémonie du bastion communiste dont les élus ne parviennent plus à mobiliser les électeurs. Dans un contexte devenu récurrent d'abstention massive, le « village communiste » et ses réseaux, liés à un communisme familial enracinés, parviennent cependant préserver encore l'héritage et la continuité politique depuis bientôt un siècle.

☛ Liste du maire communiste sortant élue au 1^{er} tour.

* Le Parti socialiste SFIO (jusqu'en 1971) présente une liste contre celle du PC. En 2014, le PS conduit sa propre liste au 1^{er} tour et la maintient au second. En 2020, le maire sortant communiste, Philippe Bouyssou, affronte, au 1^{er} tour, une liste soutenue par LFI, EELV et le PS ; il frôle l'élection au 1^{er} tour avec 48,6 % des suffrages pour un taux d'abstention de 58,9 %.

En l'espace d'une génération, entre les années 1920 et 1930, Ivry devient la ville modèle du communisme d'implantation (Chambaz, 1977, p. 147-178). Le titre de capitale politique, cette commune de banlieue le doit à la notoriété et la longévité de deux hommes politiques dont l'action et aujourd'hui la mémoire personnifient l'histoire **locale** depuis près d'un siècle. Le plus connu est Maurice Thorez, député d'Ivry et secrétaire général du PCF de 1930 à sa mort, survenue en 1964 (Wieviorka, 2010). Le second, Georges Marrane, qui conquiert la ville en 1925, est l'un des premiers dirigeants de la SFIC, qui connaît très tôt la disgrâce avant de reconstruire sa légitimité politique dans l'action municipale. Durant près de 30 années, le député et le maire forment un duo indissociable qui œuvre à faire d'Ivry une vitrine du communisme et de « l'enfance heureuse »⁴ (fig. 2). Dans cette ville symbole et modèle de l'enracinement communiste, les adhérents du PCF (plus de 2 500 en 1937 selon son organe central⁵) et les familles ivryennes sont invités à célébrer les tribuns révolutionnaires et à se livrer à un véritable culte de la personnalité (fig. 3) exprimant la « fidélité » des militants à leur parti (Ariès, 1984). Le politiste Michel Hastings, dans ses recherches sur Halluin-la-Rouge durant l'entre-deux-guerres, avait souligné la force de ce lien quasi familial qui unit alors les habitants, les militants et les élus : « le communisme local [est] une affaire de sang, d'héritage et par conséquent de fidélité » (Hastings, 1992, p. 237), un tryptique qui a longtemps permis de pérenniser l'adhésion au parti et l'attachement à la ville rouge.

Fig. 2. Accueil de Maurice Thorez en 1938 par les enfants de la colonie de vacances d'Ivry, aux Mathes (Charente-Inférieure)

⁴ *Ivry ou 20 ans de gestion municipale communiste*, film réalisé par « une équipe de techniciens communistes », 1946, 16 min.

⁵ *L'Humanité*, 21 novembre 1937.



Maurice Thorez est à gauche en chemise blanche, manches retroussées. Des enfants se sont allongés pour former les lettres « Maurice Thorez » et lui souhaiter la « Bienvenue.
 © Archives municipales d'Ivry-sur-Seine

Fig. 3. Célébration du trentième anniversaire du Parti communiste français.



La façade de la section d'Ivry et des bureaux du journal local *Le Travailleur* est à l'effigie de Maurice Thorez déclarant : « Le peuple de France ne fera pas la guerre à l'Union soviétique ».
 © Archives municipales d'Ivry-sur-Seine

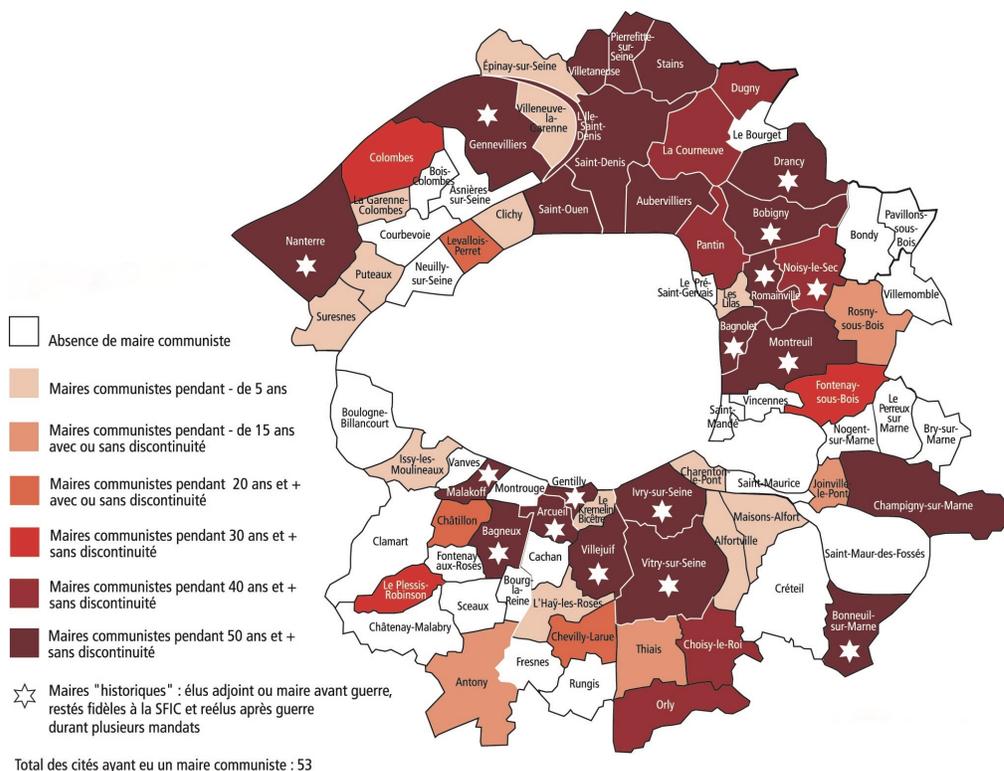
Le « bon maire » et le *Fils du peuple*

Pendant près de quarante années, Marrane consolide le bastion ivryen, siège de la circonscription parlementaire du député Thorez, considéré comme l'un des plus importants dirigeants de l'Internationale communiste. Au fil de ses huit mandats, le maire assume les responsabilités d'un administrateur hors pair qui, tout en restant fidèle à son idéal révolutionnaire, s'autorise à déroger aux principes édictés par son parti. Dès la fin des années 1920, son engagement est ainsi associé à une expérience politique popularisée sous les termes de « communisme municipal » (Thibaud, 1966, p. 413-422). Aujourd'hui en vogue, ce vocable est en réalité resté tabou jusque dans les années 2000⁶. L'expression est en effet jugée « révisionniste » ; elle s'inscrit dans la continuité d'un autre modèle honni de politisation de l'espace urbain, le socialisme municipal, que les militants révolutionnaires associent en 1914 au « crétinisme parlementaire »⁷ du parti socialiste SFIO avec lequel le PCF entretient des relations conflictuelles et parfois même violentes (Lefebvre, 2007). En banlieue, ce communisme municipal, rejeté en théorie, est pourtant assumé dès les années 1930 dans les coulisses de l'administration communale et départementale ; son succès devient l'une des clés d'explication de la résistance de l'implantation des maires communistes à la désagrégation électorale du PCF. Pendant plus de 50 ans, dans la métropole parisienne, une vingtaine de municipalités n'auront eu à la tête de leur conseil que des maires communistes (fig. 4). Et à Ivry, depuis bientôt 100 ans, la ville est affiliée à l'histoire de la banlieue rouge.

Fig. 4. La longévité des maires communistes entre 1945 et 1920

⁶ « Fin d'un communisme municipal », *Regards, mensuel communiste*, n° 67, 2001, p. 14-22.

⁷ Louis Marsais, *L'Illusion antiparlementaire*, imprimerie la Productrice, 1914, p. 3-11.



Source : fichier des maires de la Seine Banlieue

Le succès du communisme municipal est lié à la conversion précoce des villes rouges à la gestion du quotidien. Maurice Thorez reconnaît dès 1937 dans l'ouvrage hagiographique, *Fils du peuple*, les mérites, les bienfaits et l'efficacité de l'action municipale de ses camarades ; il y fait l'éloge des « qualités d'administrateur de Georges Marrane » et des maires communistes qui ont su « créer des individus plus robustes, meilleurs, mieux armés, plus sains de corps et d'esprit »⁸. Député depuis 1932 d'une des circonscriptions les plus ouvrières de France, Maurice Thorez est le témoin du succès des services publics des municipalités de son parti élues sous le label du Bloc ouvrier et paysan (BOP). Il vante les mérites de leurs colonies de vacances et de leurs premiers logements sociaux, les cités d'habitations à bon marché (HBM) municipales, qui renforcent l'engagement collectif et affermissent le contrôle du parti sur ses territoires. Les réalisations des villes communistes doivent annoncer ce que pourrait être le « bonheur communiste », si la France devenait un pays socialiste (Mer, 1977).

À la différence de Maurice Thorez, le maire d'Ivry Georges Marrane incarne un « communisme gestionnaire » plus qu'identitaire et dogmatique (Viet-Depaule, 2000). Marrane n'a jamais eu la notoriété internationale du plus haut dignitaire du PCF ni son influence sur le parti. L'édile est un dirigeant de second rang mais c'est pourtant bien lui qui personifie la figure sympathique du « bon maire » (Bellanger, 2014) et contribue à

⁸ Maurice Thorez, *Fils du peuple*, Éditions sociales internationales, 1937, p. 49, 122-125.

élargir le cercle des sympathisants communistes à des professionnels du monde des mairies (hygiénistes, urbanistes, ingénieurs, fonctionnaires, etc.) ; Georges Marrane assume dès les années 1920 et 1930 des médiations politiques et des collaborations officieuses avec les autorités préfectorales qui ne peuvent être assumées au grand jour.

Marrane a marqué l'histoire du département de la Seine qui agrège la ville de Paris aux 80 communes banlieusardes la ceinturant jusqu'à son démembrement en 1964 pour des raisons partisans et géopolitiques. Il préside son conseil départemental à deux reprises en 1936 et 1945 (fig. 5). À la Libération, lors du discours de l'hôtel de ville et du défilé des Champs-Élysées d'août 1944, c'est le maire d'Ivry, l'un des dirigeants de la résistance intérieure, qui accueille le général de Gaulle aux côtés des membres du Comité parisien de la Libération. Lorsque Maurice Thorez, retenu en URSS, est encore accusé de désertion et interdit de séjour en France, Marrane porte, lui, le titre prestigieux de « maire du Grand Paris » (Riondet, 2015). Depuis les années 1930, l'édile d'Ivry est un grand notable, inséré dans les instances de la République des mairies. Nommé ministre de la Santé avant que la Guerre froide n'éclate, Marrane, ancien secrétaire général de l'Association des maires de France, préside le groupe communiste du Conseil de la République (le Sénat) de 1947 à 1955. Sa consécration politique, au sein de son parti, est à son comble lorsqu'il est désigné, en 1958, pour s'opposer au général de Gaulle lors de la première élection présidentielle de la V^e République au suffrage universel indirect.

Fig. 5. Georges Marrane, président du Conseil général de la Seine, inaugure la station de métro Porte de Neuilly le 29 avril 1937



Georges Marrane est entouré de tous les notables de la ville bourgeoise **de Neuilly-sur-Seine**. Il n'est plus seulement le maire de la ville rouge, il est devenu un **édile** du Grand Paris, reconnu de ses pairs.

© Archives municipales d'Ivry-sur-Seine

Homme de compromis et de réseaux, devenu un spécialiste de l'action publique et des finances locales, le maire d'Ivry est aussi celui qui aime se comparer à son devancier et adversaire socialiste, Henri Sellier, figure de proue du réformisme municipal et de l'Union internationale des villes (Payre, 2007). Marrane suit son exemple et intègre après-guerre les réseaux des associations de défense des intérêts des collectivités territoriales. L'édile communiste devient un modèle entraînant dans son sillage deux générations de maires communistes au pouvoir dans leur commune des années 1920 aux années 1960 (Pennetier, 2002). Dès les années 1930, Georges Marrane œuvre à la reconnaissance institutionnelle de ses camarades élus dans les municipalités et les conseils généraux. En 1945, il les fédère, avec Waldeck L'Huillier, maire de Gennevilliers (1944-1973), dans une association nationale, l'ANECR (Association nationale des élus communistes et républicains), qui forme les militants aux fonctions difficiles et exposées de magistrat communal, exigeant des compétences en matière comptable et juridique que n'ont pas des ouvriers élus maires de leur ville.

La commune d'Ivry devient un lieu d'expérimentation et de diffusion des compétences et des savoirs administratifs ; à la tête d'un « interoffice d'HLM », Georges Marrane aide avec son adjoint Venise Gosnat, dès la fin des années 1940, une dizaine de municipalités de banlieue, dont certaines d'obédience conservatrice, à se constituer un parc de logement social en s'appuyant sur l'expérience de l'office communal d'Ivry dont le parc immobilier compte 5 000 logements à la fin des années 1960. Les colonies de vacances de la ville sont aussi citées en exemple et sa gestion communale s'expose en France et à l'étranger. Dans cet esprit, en 1963, Marrane fait publier en russe, un ouvrage sur l'expérience ivryenne, modèle de la ceinture rouge : *Цитадель « Красного пояса ». Муниципалитет Иври-сюр-Сен*⁹ (fig. 6). C'est aussi sa ville, capitale du communisme français, qui accueille la même année Youri Gagarine, le premier cosmonaute au monde, venu visiter et saluer les réalisations municipales de cette cité modèle de la banlieue rouge.

Fig. 6. Ivry « la citadelle de la ceinture rouge », ouvrage de Georges Marrane publié en 1963 en URSS.

⁹ Georges Marrane, *Цитадель "красного пояса". Муниципалитет Иври-сюр-Сен* [Citadelle de la « ceinture rouge ». La gestion municipale d'Ivry-sur-Seine] (traduit du français par T. M. Ievlevoï), Moscou, Éditions de littérature étrangère, 1963.



En couverture du livre sur fond du drapeau tricolore, la carte du département de la Seine avec en rouge les 26 communes communistes de la banlieue rouge.

© Archives municipales d'Ivry-sur-Seine

Au-delà de la « culture de bastion » et du « crétinisme municipal »

Les militants communistes de la banlieue rouge sont imprégnés d'une « culture de bastion » (Pronier, 1986) que l'intellectuel communiste Paul Vaillant-Couturier a popularisé en décrivant en *Une de l'Humanité*, au lendemain des élections législatives de mai 1924, une ville de « Paris capitale du capitalisme encerclée par un prolétariat révolutionnaire qui prend de sa force » ; il concluait à son adresse : « vous avez eu le bulletin de vote mais c'est encore votre ennemi de classe qui tient le fusil »¹⁰. En 1935, Marcel Cachin, le plus ancien dirigeant de la SFIC, insuffle lui aussi cet imaginaire de la banlieue rouge, qui fait à l'étranger la fierté du parti communiste français lors des voyages officiels de ses dignitaires. À Moscou, à la tribune du congrès de l'Internationale communiste, en août 1935, Marcel Cachin se félicite des succès de son parti aux élections municipales et cantonales en ces termes : « Paris est désormais investi par la ceinture rouge. C'est vrai, camarades, c'est l'investissement du Paris de la bourgeoisie par notre

¹⁰ *L'Humanité* du 13 mai 1924.

prolétariat de la banlieue »¹¹. Cette représentation idéologique et géopolitique des rapports de force caractérise le projet communiste et sa portée internationaliste et expansionniste. Elle ne doit cependant pas masquer une autre réalité, celle-ci plus enracinée, donnant à voir de l'intérieur les villes rouges dont les réalisations se veulent révolutionnaires et exemplaires (colonies, cités HBM, politique de santé, etc.) mais dont l'existence même repose sur un pragmatisme inavoué qui s'est affranchi des postures militantes et des discours partisans.

Avec l'extension et l'enracinement de la banlieue rouge, dès les années 1930, l'adhésion au PCF devient municipale et mayorale. Pour les électeurs, cette adhésion demande bien moins d'implication qu'un engagement militant avec ses devoirs, ses révisions de vie et ses autocritiques parfois déchirantes (Pudal, 2003). L'adhésion municipale relève davantage de l'attachement au territoire et à la personne des élus locaux. Elle repose sur des sociabilités anciennes, souvent festives et protocolaires, balisées par le poids de l'histoire, le poids des institutions et le poids des traditions (Corbin, Gérard & Tartakowsky, 1994). L'adhésion au maire tient aussi à la « discipline » du vote et à la « dignité électorale » (Garrigou, 2000, p. 244-265). Les maires communistes ont, eux aussi, appris à faire de la « politique sans en avoir l'air », en s'appropriant et en renouvelant les pratiques protocolaires, des banquets et des célébrations, tout en veillant à leur donner un sens et un caractère politiques (Le Gall, Offerlé & Ploux, 2012). Au tournant des années 1920 et 1930, la conquête des mairies, des cantons et des intercommunalités par des militants révolutionnaires annonce la fin de l'isolement politique du parti communiste, le début d'une reconnaissance institutionnelle et l'accès à la respectabilité et aux responsabilités qui deviennent nationales à la Libération¹².

L'historien et géographe, Marcel Roncayolo, a bien décrit ce mouvement en affirmant que « même les animateurs des municipalités “rouges” finissent, à travers les cursus des honneurs, par être admis dans un jeu [celui de l'administration des territoires] qui les “naturalise” quelque peu » (Roncayolo, 1997, p. 2969). Cette conversion prend la forme d'un « communisme tranquille » (Julliard, 2001) qui conserve une originalité bien à lui, décelée par l'historienne Annie Fourcaut au début des années 1980 : le « patriotisme de clocher à base de classe » (Fourcaut, 1986, p. 196). Ce patriotisme, porteur de conformisme, est qualifié par la direction du PCF en 1945 de « crétinisme municipal¹³ » ; il ne peut être accepté par la direction du parti qui continue de réprimer les opposants

¹¹ Ciné-archives, *VII^e congrès du Komintern à Moscou, 25 juil.-30 août 1935*.

¹² Puis plus tard, sous le premier septennat de François Mitterrand et le gouvernement de Lionel Jospin.

¹³ Étienne Fajon, « Les principes de l'action des communistes dans les mairies », in *Tout pour le peuple et par le peuple*, Union des municipalités communistes de la région parisienne, 1945, p. 37.

(Codaccioni, 2013) et de marginaliser les élus locaux exclus de l'appareil de direction du parti communiste¹⁴.

Jusque dans les années 1980, dans ses mairies, le PCF affiche avec fierté les origines populaires de ses élus, souvent issus des rangs de l'aristocratie ouvrière, appelée à former le « groupe central » du parti, né avec la seconde révolution industrielle (Mischi, 2009) ; ce « groupe fondamental » est composé d'« élites militantes », imprégnées d'une « forte hérédité communiste », liée à l'engagement du père, de la mère, des grands-parents, des « vétérans du parti » (Boulland, 2014). Rappeler les origines populaires du communisme municipal est utile puisqu'aujourd'hui, dans les villes de plus 30 000 habitants, seuls 1,6 % des maires sont ouvriers ou employés (Rouban, 2015). Dans les années 1920 et 1930, plus de 10 % des édiles des grandes villes et de leurs banlieues étaient issus du petit salariat urbain et adhérents, dans leur très grande majorité, à la SFIO ou au PCF (Agulhon, 1986, p. 144). De ces élus issus de milieux populaires, le député chrétien-démocrate devenu gaulliste de gauche, Léo Hamon, porte-parole du gouvernement de Georges Pompidou de 1969 à 1972, disait dans ses mémoires qu'ils incarnaient des « hommes nouveaux » :

« L'accès aux responsabilités municipales révélait la capacité inemployée d'intelligence et de sérieux d'une classe ouvrière pour laquelle l'accès au premier cycle du secondaire ne s'ouvrait qu'exceptionnellement. L'expérience montrait avec force la capacité des communistes à trouver et à "pousser" des militants exemplaires, d'une grande efficacité, portés qu'ils étaient par les mythes ardents de leur idéal. [...] J'aimais beaucoup Georges Marrane. [...] Il fut de l'avis de tous un maire exemplaire, construisant des habitations bon marché, créant des colonies de vacances, favorisant le développement des sports, maîtrisant les problèmes budgétaires [...]. L'expérience l'avait convaincu de la nécessité de préférer la compétence technique aux camaraderies politiques. »¹⁵

C'est finalement dans les villes rouges bien plus que dans les entreprises, où le PCF a éprouvé les plus grandes difficultés à s'implanter, que le « social » a rencontré le « politique ». Aux prises avec de nouvelles formes de politisation et de socialisation, les élus de la banlieue rouge ont appris au fil de leurs mandats que pour s'inscrire dans la durée, il leur fallait concilier l'inconciliable : la radicalité et le compromis, la révolution et la République au fondement du communisme municipal.

¹⁴ Il faut attendre l'élection à la tête du parti communiste de Robert Hue en 1994 pour qu'un maire dirige ce parti.

¹⁵ Léo Hamon, *Vivre ses choix*, Robert Laffont, 1991, p. 61.

Fig. 7. Pose de Georges Marrane et Joseph Micalet pour le numéro spécial 30^e anniversaire du *Bulletin municipal*, mai 1955.



© Archives municipales d'Ivry-sur-Seine.

La fin du bastion ivryen ?

Le tournant des années 1960 marque la fin de plusieurs histoires politiques, sociales, économiques et urbaines. Si les électeurs du bastion ivryen restent sous influence communiste, leur ville n'est plus le centre de la « France rouge ». Ce basculement coïncide avec la mort de Maurice Thorez en 1964 et le retrait de la vie politique de Georges Marrane, l'année suivante. Les souvenirs de cette figure emblématique de la France municipale se dérobent peu à peu. Au-delà d'Ivry où l'ancien maire continue d'être présent dans la mémoire militante, l'action de Georges Marrane tend à s'effacer du paysage politique (fig. 7). Au même moment, le département de la Seine que l'édile ivryen a présidé à plusieurs reprises est supprimé par le pouvoir gaulliste. Les maires de la proche banlieue, Georges Marrane en tête, s'étaient opposés, en vain, au démembrement de ce Grand Paris, né avec la Belle Époque, au motif que ce territoire riche offrait aux communes populaires des ressources pour financer leurs politiques sociales. Une nouvelle entité administrative, le Val-de-Marne, est désormais consacrée aux portes de la capitale avec six autres départements périphériques. Leur découpage n'est pas neutre ; il est géopolitique et partisan. L'enjeu est d'écarter les communistes de la présidence du conseil général du « 94 » que ceux-ci parviennent, à la faveur d'une alliance avec les socialistes, à conquérir et présider pendant près de cinq décennies jusqu'en 2021. Ivry n'est certes pas le siège politique et préfectoral du Val-de-Marne mais la ville reste identifiée, dans la presse et dans le monde militant, à la « capitale val-

de-marnaise du communisme »¹⁶ où siège l'une des plus puissantes fédérations du PCF dont le secrétaire général de 1972 à 1994, Georges Marchais, est issu.

Au tournant des années 1960-1970, Ivry n'est plus la capitale du communisme français ; elle n'est plus « la citadelle centrale du communisme » de 1925 dont se méfiaient les observateurs de la banlieue rouge, subjugués par ce communisme d'implantation qui évangélisait les déracinés de toute origine, échoués sur ses terres¹⁷ ; mais ce territoire ivryen continue d'être considéré comme un bastion communiste. Incarnée par Jacques Laloë et Georges Gosnat, maire et député d'Ivry, la génération qui succède au duo Thorez et Marrane se lance à son tour dans des chantiers ambitieux associés à la rénovation urbaine du centre-ville et à de nouvelles politiques culturelles que personnifient les architectes urbanistes, Renée Gailhoustet et Jean Renaudie, et l'homme de théâtre, Antoine Vitez (Lambert & Matonti, 2001). Ces expériences innovantes suscitent, un temps, la critique avant d'être célébrées comme les nouveaux fleurons de la vie locale. Le contexte économique, social et politique de leur création a vu la ville d'Ivry se transformer en profondeur. À ce moment de l'histoire, la désindustrialisation, amorcée dans les années 1960, constitue un véritable choc dont l'impact et l'empreinte sur la politisation et la socialisation des sociétés urbaines ont été sous-estimés. Ces mutations d'une ampleur inédite s'accompagnent de crispations et de crises identitaires. Au milieu des années 1980, la fermeture de SKF, lieu emblématique de l'engagement cégétiste et communiste, signe la fin des grandes usines ivryennes qui ont compté dans leurs ateliers jusqu'à plus de 2 000 ouvriers.

En l'espace de deux décennies, le socle social de la ville rouge s'érode et l'autorité communiste est mise à l'épreuve par la montée en puissance d'autres partis, menés par le nouveau Parti socialiste, et d'autres cultures politiques, plus à gauche que le PCF, qui contestent son contrôle politique et sociétal. En 1971, la présence à Ivry de Jean-Paul Sartre, venu défendre le droit des immigrés, révèle que le parti historique de la banlieue rouge n'est plus hégémonique. Le moment est aussi marqué par l'avènement d'un discours contre « les ghettos de la misère », tenus par des élus communistes qui condamnent la concentration sur leur territoire de travailleurs étrangers et les stigmatisent (Masclat, 2003 ; Platone, 1993).

Les cités HBM ivryennes, foyer du patriotisme communal durant les années 1920 et 1930 et durant la Résistance, sont désormais dominées par des tours et des barres, devenues les épices d'une relégation sociale et politique où s'ébranlent les fondations du « patriotisme d'ascenseurs » et du communisme de voisinage décrit par Paul Thorez, le

¹⁶ *Libération*, 18 janvier 1995.

¹⁷ Pierre l'Ermite, « En pleine pâte », *La Croix*, 10 janvier 1926 (BIFI, fonds Victor Perrot).

filis de Maurice¹⁸. Travailler et habiter dans la ville ne constituent plus la matrice de l'intégration et de l'engagement en politique ; la reconnaissance des milieux populaires est désormais en crise (Gouard, 2014). À Ivry, le caractère populaire de la ville est cependant préservé, à la différence des grandes cités socialistes de l'entre-deux-guerres, Puteaux, Levallois-Perret, Suresnes et Boulogne-Billancourt, toutes passées à droite dans les années 1970 et 1980. Les friches industrielles, puis leur reconversion tertiaire à grande échelle, ont eu un impact sur le corps social de la ville et sa sociabilité militante. Entre 1968 et 1999, le nombre d'ouvriers chute de 12 292 à 6 088 et celui des chômeurs va croissant, passant 1 092 à 3 356¹⁹. En l'espace d'une génération, « l'insécurité sociale », bien plus que « la violence urbaine », a fragilisé le communisme municipal (Castel, 2003). Seule l'adhésion municipale semble avoir le mieux résisté.

Depuis les années 1920, elle repose sur une sociabilité qui célèbre toujours, avec fierté, la communauté communale et ses sympathisants qui continuent de voter pour le maire sortant dont l'autorité symbolique et politique reste forte. À Ivry, en 1977, la liste d'Union de la gauche que conduit Jacques Laloë ne compte ainsi aucun adversaire, signe d'une réelle domination du champ politique, signe aussi de la reconnaissance des « capacités gestionnaires des maires communistes » (Fourcaut, 1995, p. 80). La sociabilité municipale est encore soudée par le dynamisme de la ville, la réputation de ses équipes sportives et l'audience régionale de ces grandes fêtes populaires organisées par la fédération du PCF et la municipalité. La fête des colonies de vacances est restée la plus célèbre. Mais elle est désormais accompagnée par la Cavalcade d'Ivry, qui accueille lors de sa création en 1961, les dirigeants du parti, les délégations des villes jumelées mais aussi et surtout, peut-être, Claude François et de nombreux chanteurs à succès qui renforcent son caractère populaire et sa réputation²⁰. La ville perd ses emplois industriels, mais la fête continue et se renouvelle et, avec elle, la volonté de tenir la ville, de l'animer et de la représenter.

Dans les années 1990, Ivry est encore qualifiée dans la presse « d'éternel communisme »²¹. Les bastions historiques de la ceinture parisienne, communistes durant plus d'un demi-siècle (Aubervilliers, Bezons, Saint-Denis, Drancy, Saint-Ouen, Villetaneuse, Champigny, Valenton, Choisy-le-Roi...) sont tombés les uns après les autres mais les villes populaires d'affiliation communiste n'ont cependant pas toutes disparu. En mars 2020, le nouveau maire communiste d'Ivry, Philippe Bouyssou, doit affronter une liste soutenue par La France insoumise, Europe Écologie Les Verts et le Parti socialiste ; sa défaite est annoncée mais les pronostics se révèlent erronés puis que sa liste frôle

¹⁸ Paul Thorez, *Une voix, presque miennne*, Paris, Lieu commun Gallimard, 1985, p. 116.

¹⁹ Données, recensement INSEE.

²⁰ Entretien du 3 juin 2013, avec Marcel Zaidner, son fondateur, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne.

²¹ *Le Monde* du 25 janvier 1994.

l'élection au 1^{er} tour et est élue au 2^e tour avec 65,5 % des suffrages (représentant 19,4 % des inscrits). Dans la métropole du Grand Paris, près d'une vingtaine de municipalités, à l'image d'Ivry, ont toujours à leur tête des maires communistes ou se réclamant de l'héritage de la banlieue rouge, de son « capital militant » (Matonti & Poupeau, 2004) et de la « fierté d'être d'ici » (Retière, 2003).

De ce siècle d'histoire de bastion rouge, il est possible, en guise de conclusion, de tirer quelques enseignements sur l'art d'inscrire, dans la durée, une expérience politique d'essence révolutionnaire. Si l'engagement partisan, à Ivry comme partout en France, s'est en grande partie désagrégé, d'autres ressorts ont permis à certaines villes rouges de résister aux alternances. Les deux premiers de ces ressorts ne sont pas propres au communisme municipal ; ils tiennent aux stratégies d'alliances électorales et à la forte personnification du pouvoir mayoral. Cette incarnation s'est vite affranchie de l'autorité du PCF qui, dès les années 1960, n'exerce plus d'hégémonie sur la vie sociale de la commune et ne peut plus prétendre à hiérarchiser, sélectionner et contrôler son personnel politique local. Pragmatiques et autonomes, les maires d'Ivry sont cependant, depuis 1925, restés fidèle à leur parti ; ils ne sont pas entrés en dissidence à l'image de nombreux élus de la Seine-Saint-Denis en rupture de ban à partir de la fin des années 1980 et quels que soient leurs parcours, ces édiles ont tous connu le même processus de professionnalisation, d'autonomisation et de notabilisation, à l'œuvre dans les villes de France.

Après l'incarnation et les stratégies d'alliance, le troisième ressort de l'ancrage des élus communistes les singularise davantage. Il tient à l'importance des politiques publiques et aux ressources qu'elles offrent à une population à dominante populaire encore éprouvée par le choc qu'a représenté la désindustrialisation. La municipalité d'Ivry apparaît toujours comme une institution protectrice, pourvoyeuse de prestations sociales et à la tête d'un vaste parc de logement social. Les marques de reconnaissance qu'elle suscite ne peuvent être réduites au seul clientélisme ; elles témoignent également d'un attachement au service public qui, pour des populations modestes, constitue bien souvent leur seul capital et la source principale de légitimation des équipes municipales.

De cette reconnaissance politique découle le quatrième ressort de l'ancrage communiste ; celui-ci est culturel et mémoriel ; il se polarise sur l'usage hagiographique de l'histoire de la banlieue rouge, de ses réalisations et de ses luttes sociales qu'ont entretenus les quatre maires d'Ivry. Dans un contexte marqué depuis les années 1980 par l'envolée de l'abstention aux élections locales, la valorisation de l'histoire municipale et la mobilisation de la mémoire communiste animent toujours ce que l'on pourrait appeler le « village municipal » composé de militants, souvent communaux, et de veilles familles communistes ; cet usage de l'histoire locale vivifie les fondements de l'autochtonie et de

ses sociabilités. Cet attachement au communisme des origines fédère autour de la municipalité et de ses organisations ce qu'il reste de la communauté ; il la fidélise sans être parvenu, pour autant, à l'ouvrir aux descendants de l'immigration post-coloniale, tenus jusque dans les années 2000 à distance du parti et de la municipalité.

Les premières générations de maires communistes étaient des ouvriers, semblables au corps social de leur ville ; à l'inverse, les nouveaux édiles au pouvoir, issus majoritairement des classes moyennes blanches, n'incarnent plus tout à fait l'histoire sociale et migratoire de leur commune. Le pouvoir mayoral ivryen ne s'est pas pour autant gentrifié. Aujourd'hui encore, le maire, dont la famille a vécu dans les cités HLM de la ville, est un natif d'Ivry, agent hospitalier, formé par le syndicalisme CGT et porteur de l'histoire locale.

Le bastion communiste ivryen n'est plus une forteresse assiégée ; la municipalité, comme toutes les villes rouges de la banlieue parisienne, a rejoint les intercommunalités et s'est portée candidate aux différents dispositifs contractuels des politiques de la ville cofinancés par l'État, la région et les fonds européens. L'acculturation, l'adaptation aux réalités politiques et la naturalisation des élus communistes remontent aux années 1930. Cette conversion leur a permis de s'ériger en représentants du peuple, bâtisseurs et bienfaiteurs, reconnus pour leur talent d'administrateur. Cette capacité à s'adapter constitue un facteur supplémentaire d'explication de l'ancrage des villes rouges. Son érosion est une réalité incontestable qu'atteste le déclin du vote communiste à chaque scrutin national ; pour autant, les cinq ressorts de la résistance du « communisme municipal » - sa politique d'incarnation, sa politique de coalition, sa politique municipale, sa politique mémorielle et sa politique d'adaptation au réel – peuvent encore donner l'espoir au PCF de préserver son influence sur l'un de ses derniers bastions.

Bibliographie

AGULHON Maurice, dir., 1986, *Histoire des maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne.

ARIES Philippe, 1984, « La fidélité de la clientèle communiste », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 3, p. 133-136.

BELLANGER Emmanuel, 2014, « Le maire au XX^e siècle ou l'ascension d'une figure "sympathique" et "intouchable" de la République », *Pouvoirs*, n° 148, p. 15-29.

BELLANGER Emmanuel, 2017, *Ivry banlieue rouge. Capitale du communisme français – XX^e siècle*, Grane, Créaphis.

BELLANGER Emmanuel, 2013, « Le "communisme municipal" ou le réformisme officieux en banlieue rouge », in Bellanger Emmanuel & Mischi Julian, dir., *Les territoires du communisme. Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, p. 27-52.

BOULLAND Paul, 2014, « “Des hommes quelconques ?” La politique d’encadrement au crible de la sociobiographie (1944-1974) », in Pennetier Claude & Pudal Bernard, dir., *Le sujet communiste. Identités militantes et laboratoires du “moi”*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 191-216.

CHAMBAZ Bernard, 1977, « L’implantation du Parti communiste français à Ivry pendant l’entre-deux-guerres », in Girault Jacques, dir., *Sur l’implantation du Parti communiste français dans l’entre-deux-guerres*, Paris, Éditions sociales, p. 147-178.

CASTEL Robert, 2003, *L’insécurité sociale. Qu’est-ce qu’être protégé ?*, Paris, Seuil.

COEURE Sophie, 2004, « Communisme et anticommunisme », in Becker Jean-Jacques & Candar Gilles, dir., *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, p. 485-506.

CODACCIONI Vanessa, 2013, *Punir les opposants. PCF et procès politiques 1947-1962*, Paris, CNRS Éditions.

CORBIN Alain, GEROME Noëlle & TARTAKOWSKY Danielle, dir., 1994, *Les usages politiques des fêtes aux XIXe-XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne.

DUCOULOMBIER Romain, 2010, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin.

FOURCAUT Annie, 1986, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Éditions ouvrières/Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

FOURCAUT Annie, 1995, « Banlieue rouge », in Sirinelli Jean-François, dir., *Dictionnaire historique de la vie politique au XXe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 77-82.

GARRIGOU Alain, 2000, *Histoire sociale du suffrage universel en France 1848-2000*, Seuil.

GOUARD David, 2014, *La banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Paris, Le Bord de l’eau.

MATONTI Frédérique & POUPEAU Franck, 2004, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 155, p. 4-11.

HASTINGS Michel, 1992, « Le mythe en héritage. Bastion communiste et lignages symboliques », in Patriat Claude & Parodi Jean-Luc, dir., *L’héritage en politique*, Paris, Économica, p. 235-248.

JULLIARD Jacques, 2001, « La ville, lieu politique », in Roncayolo Marcel, dir., *Histoire de la France urbaine*, tome 5 : *La ville aujourd’hui. Mutations urbaines, décentralisation et crise du citoyen*, Paris, Seuil, p. 621-694.

LE GALL Laurent, OFFERLE Michel & PLOUX François, dir., 2012, *La politique sans en avoir l’air*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

LEFEBVRE Rémi, 2007 « Qu’est le socialisme municipal devenu : politisation, dépolitisation, neutralisation de la question municipale au parti socialiste (des années 1970 à nos jours) », in Arnaud Lionel, Le Bart Christian & Pasquier Romain, dir.,

Idéologies et action publique territoriale : la politique change-t-elle encore les politiques ?, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 51-79.

LAMBERT Benoît & MATONTI Frédérique, 2001, « Un théâtre de contrebande, quelques hypothèses sur Vitez et le communisme », *Sociétés et représentations*, n° 11, p. 379-406.

MASCLET Olivier, 2003, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

MER Jacqueline, 1977, *Le Parti de Maurice Thorez ou le bonheur communiste français*, Payot.

MISCHI Julian, 2009, *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

MISCHI Julian & STREITH Michel, 2004, « L'implantation du PCF, bastions ruraux, bastions urbains », *Études Rurales*, n° 171-172, p. 29-34.

PAYRE Renaud, 2007, *Une science communale ? Réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, CNRS Éditions.

PENNETIER Claude, 2002, « Le mandat municipal dans l'itinéraire militant », in Girault Jacques, dir., *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 319-338.

PLATONE François, 1993, « “Prolétaires de tous les pays...” Le Parti communiste français et les immigrés », in Le Cour Grandmaison Olivier & Wihtol De Wenden Catherine, dir., *Les étrangers dans la cité*, Paris, La Découverte, p. 64-80.

PUDAL Bernard, 2003, « La vocation communiste et ses récits », in Lagroye Jacques, dir., *La politisation*, Belin, p. 147-161.

PRONIER Raymond, 1986, « Fragments d'une culture de bastion », in Antoine Spire, dir., *La culture des camarades*, Paris, Autrement, p. 111-116.

RONCAYOLO Marcel, 1997, « Le département », in Nora Pierre, dir., *Les lieux de mémoire*, tome 2 : *La République, la Nation, les France*, Paris, Gallimard, p. 2937-2974.

ROUBAN Luc, 2015, « Les sommets de l'exécutif urbain : les maires des villes de plus de 30 000 habitants », *Revue française d'administration publique*, n° 154, p. 377-390.

RETIERE Jean-Noël, 2003, « Autour de l'autochtonie : réflexion sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.

RIONDET Charles, 2015, *Le Comité parisien de la Libération et les comités locaux de libération de la Seine*, thèse d'histoire, Université Paris 8.

THIBAUD Paul, 1966, « Le communisme municipal », *Esprit*, n° 10, p. 413-422.

VIET-DEPAULE Nathalie, 2000, « Georges Marrane, un communiste gestionnaire », in Le Béguet Gilles & Peschanski Denis, dir., *Les élites locales dans la tourmente*, Paris, CNRS Éditions, p. 137-144.

WIEVIORKA Annette, 2010, *Maurice et Jeannette, biographie du couple Thorez*, Paris, Fayard.